

# BALO

## BULLETIN DES ANNONCES LEGALES OBLIGATOIRES



**PREMIER  
MINISTRE**

*Liberté  
Égalité  
Fraternité*

Direction de l'information  
légale et administrative

DIRECTION DE L'INFORMATION LÉGALE ET ADMINISTRATIVE

26, rue Desaix, 75727 PARIS CEDEX 15

[www.dila.premier-ministre.gouv.fr](http://www.dila.premier-ministre.gouv.fr)

[www.journal-officiel.gouv.fr](http://www.journal-officiel.gouv.fr)

### Autres opérations

### Regroupement d'actions / d'obligations

**CYBERGUN**

Société anonyme au capital de 1.460.034,9243 euros  
Siège social : 40, boulevard Henri-Seller – 92150 Suresnes  
337 643 795 RCS Nanterre  
(la « **Société** »)

**Avis de regroupement d'actions**

L'assemblée générale mixte des actionnaires de la Société du 19 juillet 2021 (l'« **Assemblée Générale** ») a, aux termes de sa 13<sup>e</sup> résolution, délégué au conseil d'administration ses pouvoirs pour procéder à un regroupement des actions composant le capital de la Société de telle sorte que 7.600 actions d'une valeur nominale de 0,0001 euro soient échangées contre 1 action nouvelle d'une valeur nominale de 0,76 euro.

Lors de sa réunion du 19 février 2021, faisant usage de la délégation de pouvoirs qui lui a été conférée par l'Assemblée Générale, le conseil d'administration de la Société a décidé de mettre en œuvre le regroupement selon les modalités suivantes :

- date de début des opérations de regroupement : 9 août 2021 ;
- base de regroupement : échange de sept mille six cents (7.600) actions anciennes d'une valeur nominale d'un dix-millième d'euro (0,0001 €) contre une (1) action nouvelle d'une valeur nominale de soixante-seize centimes d'euro (0,76 €) portant jouissance courante ;
- suspension de l'exercice des valeurs mobilières : l'exercice de valeurs mobilières donnant accès au capital est suspendu du 9 août 2021 au 15 septembre 2021 (inclus) ;
- nombre d'actions soumises au regroupement : 18.600.349.243 actions de 0,0001 € de valeur nominale ;
- nombre d'actions à provenir du regroupement : 2.447.414 actions de 0,76 € de valeur nominale.

Le nombre d'actions à provenir du regroupement pourra être ajusté dans l'hypothèse où des titulaires de valeurs mobilières donnant accès au capital venaient à les exercer en dehors de la période de suspension de leur faculté d'exercice.

Le nombre définitif d'actions à provenir du regroupement sera constaté par le conseil d'administration à la fin des opérations de regroupement.

- période d'échange : trente (30) jours à compter de la date de début des opérations de regroupement, soit du 9 août 2021 au 8 septembre 2021 inclus ;
- titres formant quotité : la conversion des actions anciennes en actions nouvelles sera effectuée selon la procédure d'office ;
- titres formant rompus : les actionnaires qui ne détiendraient pas un nombre d'actions anciennes correspondant à un nombre entier d'actions nouvelles devront faire leur affaire personnelle de l'achat ou de la vente des actions anciennes formant rompus afin d'obtenir un multiple de 7.600 jusqu'à la fin de la période d'échange ; passé ce délai, les actionnaires qui n'auraient pas pu obtenir un nombre d'actions multiple de 7.600 seront indemnisés dans un délai de trente (30) jours à compter du 13 septembre 2021 par leur intermédiaire financier ; les actions non regroupées seront radiées de la cote à l'issue de la période de regroupement ;
- date de regroupement : 9 septembre 2021 ;
- droit de vote : pendant la période de regroupement visée ci-avant, le droit aux dividendes et le droit de vote relatifs, d'une part, aux actions nouvelles regroupées et, d'autre part, aux actions anciennes avant regroupement seront proportionnels à leur valeur nominale respective, étant précisé que :
  - les actions nouvelles de 0,76 euro de valeur nominale bénéficieront immédiatement du droit de vote double, sous réserve d'être maintenues au nominatif, si à la date du regroupement les actions anciennes de 0,0001 € de valeur nominale dont elles sont issues bénéficiaient d'un droit de vote double conformément aux dispositions prévues par les statuts de la Société ; en cas de regroupement d'actions anciennes de 0,0001 € de valeur nominale qui auraient été inscrites depuis des dates différentes, le délai retenu pour l'appréciation du droit de vote double sera réputé débiter à la date la plus récente de mise au nominatif des actions anciennes ;

- à l'issue de la période de regroupement, les actions non regroupées perdront leur droit de vote et ne seront plus comprises dans le calcul du quorum et leurs droits aux dividendes futurs seront suspendus, étant précisé que les actions regroupées donneront alors droit à une voix chacune ;
- centralisation : toutes les opérations relatives au regroupement auront lieu après de CACEIS Corporate Trust – 14, rue Rouget-de-Lisle 92130 Issy-les-Moulineaux, nommée pour mandataire pour la centralisation des opérations de regroupement ;
  - les actions soumises au regroupement sont admises aux négociations sur Euronext Growth Paris sous le code ISIN FR0013505583 ;
  - les actions issues du regroupement seront admises aux négociations sur Euronext Growth Paris sous le code ISIN FR0014004QR6 ;
- ajustement de la parité d'exercice des bons de souscription d'actions : à la suite du regroupement des actions, afin de préserver les droits des titulaires, la parité d'exercice des bons de souscription d'actions (BSA) émis par la Société est ajustée comme suit :
  - dans la mesure où 15.200 BSAR 2 (FR0013340817) donnent actuellement le droit de souscrire à une (1) action de la Société à un prix unitaire de 7.600 € par action, 115.520.000 BSAR 2 donneront le droit de souscrire à une (1) action de la Société à un prix unitaire égal à 7.600 fois le prix initial par action, soit 57.760.000 € par action ;
  - dans la mesure où un (1) BSA<sub>E</sub> donne actuellement le droit de souscrire à une (1) action de la Société, un (1) BSA<sub>E</sub> donnera le droit de souscrire à une (1) action de la Société, étant précisé que le prix d'exercice de ces BSA est et restera égal à 80% du plus bas cours quotidien moyen pondéré par les volumes de l'action de la Société observé sur les dix (10) jours de bourse consécutifs précédant la date d'exercice de ces BSA<sub>E</sub> parmi lesquels le porteur de BSA<sub>E</sub> n'a pas vendu d'actions de la Société sans pouvoir être inférieur à la valeur nominale de l'action de la Société ;
  - dans la mesure où 0,01 BSA<sub>K1</sub> (FR0013507977) donnent actuellement le droit de souscrire à une (1) action de la Société à un prix unitaire de 0,0002 € par action, 76 BSA<sub>K1</sub> donneront le droit de souscrire à une (1) action de la Société à un prix unitaire égal à 7.600 fois le prix initial par action, soit 1,52 € par action ;
  - dans la mesure où 38 BSA<sub>K2A</sub> (FR0013507985) donnent actuellement le droit de souscrire à une (1) action de la Société à un prix unitaire de 7,22 € par action, 288.800 BSA<sub>K2A</sub> donneront le droit de souscrire à une (1) action de la Société à un prix unitaire égal à 7.600 fois le prix initial par action, soit 54.872 € par action ;
  - dans la mesure où 38 BSA<sub>K2B</sub> (FR0013508009) donnent actuellement le droit de souscrire à une (1) action de la Société à un prix unitaire de 6,08 € par action, 288.800 BSA<sub>K2B</sub> donneront le droit de souscrire à une (1) action de la Société à un prix unitaire égal à 7.600 fois le prix initial par action, soit 46.208 € par action ;
  - dans la mesure où 3.800 BSA émis par la Société le 30 janvier 2019 au profit de European High Growth Opportunities Securitization Fund (les « BSA ABO ») donnent actuellement le droit de souscrire à une (1) action de la Société à un prix unitaire de 0,0002 € par action, 28.880.000 BSA ABO donneront le droit de souscrire à une (1) action de la Société à un prix unitaire égal à 7.600 fois le prix initial par action, soit 1,52 € par action.

**Le conseil d'administration**